Le Collectif PL96 - des services publics accessibles et de qualité pour tous et pour toutes :

Initiatives réalisées et réflexions

Collectif PL96

des services publics de qualité au Québec pour tous·tes

ODSEF 11 MAI 2022

CLEVELAND, BUTLER, COMBES, BORRI-ANADON ET CHARETTE

La langue de communication entre l’État et les individus dans le PL96

- Le Collectif PL96
  - Formé à l'automne 2021 de chercheurs/euses et d'intervenant.e.s
  - Préoccupé.e.s par les nouvelles restrictions sur la communication entre l'État et les individus prévues dans le PL96
- Communications visées
  - Tout le secteur public: fonction publique, réseau de la santé et des services sociaux, réseau scolaire, municipalités et de nombreux autres organismes gouvernementaux
  - Communication orale et écrite, directement ou par interprète
- Prochaines étapes
  - Débat à l’Assemblée nationale et adoption du PL96 d’ici le 10 juin
  - Entrée en vigueur dans un an (mai ou juin 2023)

L’usage exclusif du français, à moins d’exception

- Situation actuelle:
  - Communication avec les **personnes morales** en français seulement (règle générale)
  - Option pour l'État de communiquer avec les **personnes physiques** en anglais ou une langue tierce
- Nouveau principe de base dans le PL96 :
  - Interdit aux employé.e.s du secteur public québécois de communiquer avec les individus à qui ils donnent des services dans une langue autre que le français, sauf exceptions
- Exceptions principales à l’usage exclusif du français – les communications avec:
  - les personnes ayant fréquenté l’école en anglais au Canada
  - les personnes ayant communiqué en anglais avec un organisme public avant le 13 mai 2021
  - les Autochtones
  - les personnes immigrantes pendant les 6 premiers mois après leur arrivée au Québec, mais seulement pour les services nécessaires à l’accueil et l’installation initiale
  - « lorsque la santé, la sécurité publique ou les principes de justice naturelle l’exigent »
- Aussi: les institutions bilingues reconnues conservent le droit de donner des services en anglais aux « personnes d’expression anglaise » (en plus du français), mais pas dans des langues tierces.

Nouveaux arrivants – langue de communication dans le secteur public

- **Premiers 6 mois**
  - Principe: exclusivement en français dès le premier jour
  - Dérogation permise pendant les 6 premiers mois, mais seulement pour les services nécessaires à l'accueil et l'installation initiale

- **Après 6 mois (ou dès l'arrivée, pour les services non-liés à l'accueil)**
  - Communication seulement en français sauf:
    - Permis de communiquer en anglais dans les institutions bilingues reconnues
    - Permis d'utiliser des langues autres que le français "lorsque la santé, la sécurité publique ou les principes de justice naturelle l'exigent"

➢ Qu'arrive-t-il dans les autres cas où la personne ne maîtrise pas le français?

Impacts prévisibles

- Atteintes à l’accessibilité et la qualité des services publics pour les nouveaux arrivants qui ne maîtrisent pas le français
  - Surtout les réfugiés, les demandeurs d’asile, les parents et grands-parents parrainés par la famille
- Atteintes à la capacité des intervenants du secteur public de donner des services de qualité et de respecter leurs obligations déontologiques (p. ex., consentement éclairé)
- Déplacement vers les établissements bilingues de santé et de services sociaux
  - Pour les nouveaux arrivants qui parlent mieux l’anglais que le français
- Fardeau accru pour les groupes communautaires
- Entraves à l’inclusion des nouveaux arrivants

Démarches du Collectif

- Mémoires
  - Consultation publique (oct. 2021)
  - Commission chargée de l'étude détaillée du PL96 (déc. 2021)
- Lettres ouvertes
  - Le Devoir: AQAADI, SHERPA, TCRI (oct. 2021)
  - Lettre ouverte du Collectif demandant que les services publics essentiels soient exemptés des dispositions du PL96, signée par près de 2500 professionnel.le.s de la santé, enseignant.e.s, chercheur.e.s, etc. – La Presse+ le 27 nov.
- Soutien à d'autres groupes pour l'envoi de lettres
- Échanges avec des députés de Québec Solidaire et du Parti libéral du Québec
- Entrevues dans les medias:
  - CBC et Le Devoir (nov. 2021)
  - Radio-Canada et CBC (fév. 2022)
- Conférences-causeries (janvier et avril 2022)
- Présentations publiques (déc. 2021 à present)
- Collaboration avec QS pour formuler une question au minister Dubé
- Page web: Institut universitaire SHERPA
- Page Facebook: Collectif PL96 – des services publics de qualité pour tous.tes

Des mythes à propos du déclin du français et du bilinguisme institutionnel

La situation de la langue française, là, **on ne peut pas dire qu'elle est en santé** présentement. (02-02)

Ce que je vais vous dire, c'est qu'**actuellement l'anglais prédomine**, et il n'y a pas de limites, hein? (03-02)

Aujourd'hui, là, on est dans une situation où, pendant des années, des années au Québec, puis vous le savez, il n'y a pas eu de règles, et ça a participé à **la bilinguisation de l'État québécois**. Le rapport du Conseil supérieur de la langue française le démontre très clairement. (09-02)

Simon Jolin-Barette, février 2022,
étude détaillée du projet de loi

L'absence de repères clairs favorise des conclusions alarmistes

Relecture des données du Rapport de l'OQL (2019) et de celles de l'enquête du CLSF (2019)

Déclin de l'usage du français ou déclin des francophones (= langue maternelle ou seule langue d'usage) ? Comment définir la communauté francophone (langue commune) du Québec ?

Bilinguisme d'État ou stratégie discursive pour renforcer l'idée d'une menace de l'anglais? Quelle distinction entre bilinguisme de l'État et services en d'autres langues ?

Des conceptions simplistes et assimilationnistes de l'intégration et de l'apprentissage du français

Après six mois, vous vous êtes installés.(03-02)

En fait, **ce n'est pas 6 mois, c'est zéro mois.** Le principe, c'est zéro mois. L'État québécois s'exprime en français aux nouveaux arrivants dès leur arrivée au Québec. (...) Par contre, ce qu'on fait **pour l'accueil** des personnes migrantes, on donne une **marge de manœuvre de six mois à l'État** québécois, qui est **tout à fait raisonnable** pour l'accueil.
(03-02)

Simon Jolin-Barette, février 2022,
étude détaillée du projet de loi

Des conceptions simplistes et assimilationnistes de l'intégration et de l'apprentissage du français

Donc, il faut y aller en amont. Et même avant ça, il y a des outils au MIFI, notamment des **cours de francisation en ligne**, au moment où les gens sont à l'étranger, **avant même d'arriver**. (09-02)

Oui, vous bénéficiez de cette dérogation-là, (...), sauf qu'il faut les amener dans un processus, là, **une mécanique pour arriver à parler français au bout de six mois**. (09-02)

Simon Jolin-Barette, février 2022,
étude détaillée du projet de loi

Des conceptions simplistes et assimilationnistes de l'intégration et de l'apprentissage du français

CONCEPTION DE L'INTÉGRATION

en tant qu'acte **individuel et volontaire**, qui:
– place le groupe majoritaire comme groupe de référence (intégrer à, intégrer dans)
– nourrit une **approche déficitaire** ou compensatoire responsabilisant la personne (**devoir individuel** de s'intégrer)
– ne permet pas d'appréhender les **réalités et expériences des personnes de groupes minorisés**, ni les **processus et les pratiques systémiques pouvant contribuer à leur exclusion.**

(Charette et Borri-Anadon, accepté)

Des conceptions simplistes et assimilationnistes de l'intégration et de l'apprentissage du français

L'intégration est un processus complexe : il est **bidirectionnel , graduel et continu** (mais aussi multidimensionnel, individuel, encadré)
"La personne réfugiée et immigrante doit trouver sa place, se faire une place et **une place doit lui être faite par le milieu d'accueil"**.

Cap sur l'intégration, TCRI (2005)

Comment dépasser l'assimilation et (re)mettre la participation sociale au centre du processus d'intégration ?

Des conceptions qui reposent sur une idéologie assimilationniste

CONCEPTION DE L'APPRENTISSAGE DU FRANÇAIS

Conception "mécanique" de l'apprentissage de la langue seconde qui occulte l'incidence des idéologies linguistiques sur le processus d'apprentiisage du français (Armand, 2021)

Donner les moyens de participer à tous.tes dès le jour I ou attendre qu'ils et elles acquièrent le français pour pouvoir participer socialement?

Références

Armand, F. (2021). Enseignement du français en contexte de diversité linguistique au Québec : idéologies linguistiques et exemples de pratique en salle de classe. Dans M. Potvin, M.-O. Magnan et J. Larochelle-Audet et J.-L. Ratel (eds.), La diversité ethnoculturelle, religieuse et linguistique en éducation au Québec. Théorie et pratique. (232-244). Montréal : Fides Éducation

Assemblée nationale du Québec (2022). Journal des débats de la Commission de la culture et de l'éducation. 42e législature, 2e session . Étude détaillée du projet de loi n° 96, Loi sur la langue officielle et commune du Québec, le français. http://www.assnat.qc.ca/fr/travaux-parlementaires/commissions/cce/mandats/Mandat-46505/index.html

Charette, J. et Borri-Anadon, C. (accepté, mars 2022). Intégration et inclusion: évolution des discours et articulation de concepts dans deux domaines éducatifs au Québec. Periferia.

CSLF (2019). Pratiques linguistiques des ministères et organismes publics de gouvernement du Québec. Québec: CSLF. www.cslf.gouv.qc.ca/publications/pubf347/f347.pdf

OQLF (2019). Rapport sur l'évolution de la situation linguistique au Québec. Québec: Gouvernement du Québec. https://www.oqlf.gouv.qc.ca/ressources/sociolinguistique/2019/rapport-evolution-situation-linguistique.pdf

TCRI (2005). Cap sur l'intégration. Québec: TCRI